

International Affairs

Nº 05 - MAI 2025

AUDIT ET ASSURANCES

Mesures pour la simplification et la réduction des charges administratives. Lois Omnibus.

Nous présentons ci-après les nouveautés les plus importantes sur ce sujet. Il est difficile de savoir quelle direction prend cette proposition de la Commission en raison du grand nombre d'informations rendues publiques chaque jour. Nous nous centrons sur la COM (2025) 81, la proposition pour modifier en détail, la CSRD et la CS3D. Vous trouverez à la fin de ce bulletin les liens vers de nouvelles propositions publiées après avoir bouclé ce numéro.

Le parlement, tout comme le Conseil et la Commission, ainsi que d'autres organismes, personnes et institutions européennes et locales, se sont manifestés sur le calendrier et leurs positions respectives. Néanmoins, leurs avis sont si différents, que certains considèrent déjà qu'il sera difficile de parvenir à un texte pour négocier avant la clôture des institutions d'été.

Au **Parlement**, l'activité se centre sur les comités.

Après le premier échange d'impressions à **JURI** le 23 avril, ce comité a tenu une [audience](#) le 13 mai, au cours de laquelle les experts du Policy Department de Justice, libertés civiles et affaires institutionnelles ont présenté un rapport ([lien](#)) sur les possibles duplicatas et chevauchements des exigences dans la CSRD, la CS3D et la

taxonomie. Ils concluent qu'il existe des chevauchements des exigences, ce qui donne lieu à des duplicatas, à des charges administratives et à des complications. Néanmoins, le plus significatif est la critique du processus de rédaction de la norme et le manque d'analyse de l'impact qui englobe les frais et les bénéfices de cette norme, ces derniers soulignés au moment de la rédaction initiales de ces trois normes. L'un des nombreux rapports sur l'avis des entreprises concernant la norme (PWC Global CSRD Survey 2024: *The promise and reality of CSRD reporting*) est inclus. Accountancy Europe et Business Europe ont assisté à l'audience, entre autres.

D'autre part, la position du rapporteur pour l'avis d'**ECON** a été divulguée : il propose de réduire d'avantage la portée, soit de réduire à un maximum de 100 le nombre de *datapoints*.

En ce qui concerne le **Conseil européen**, la position de la présidence polonaise et un premier document contenant les réactions de plusieurs pays (dont l'Espagne) ont été divulgués (sur LinkedIn).

En ce qui concerne la **Commission européenne**, elle annonce les actions à venir au fur et à mesure de la participation aux séances qui traitent ce dossier. Il convient notamment de mentionner :

- Pour les entreprises de la première vague de la CSRD, il est prévu de publier (prochainement) un acte délégué pour éviter que ces entreprises, qui n'ont pas été concernées par la directive *stop the clock*, soient tenues de reporter des informations supplémentaires au cours des deux prochains exercices. La publication se fera à travers un acte délégué qui fournira une solution rapide. Dans tous les cas, l'acte délégué doit suivre un parcours législatif et doit être approuvé par le Parlement et le Conseil.
- En ce qui concerne la norme VSME, une recommandation devrait être publiée avant la fin du mois de juin, pour utiliser la norme rédigée par EGRAG tant que la modification de la CSRD n'est pas approuvée.

Quant aux initiatives individuelles, **Pascal Canfin** (MEP- Renew- France) a présenté [une enquête](#) pour collecter des informations sur les aspects fondamentaux de la proposition. Participez à la préparation du rapport de JURI.

Pour sa part, **Business Europe** a rendu publique sa [position concernant la loi Omnibus](#), tout comme l'a fait la **Banque Centrale Européenne**, qui propose de créer trois catégories d'entreprises, chacune d'elles avec des obligations différentes, en fonction de leur taille ([lien](#)).

Directive sur la divulgation d'informations en matière de durabilité

Sur le site Web d'Eur-Lex le nombre de pays qui n'ont pas transposé la CSRD à la norme nationale se maintient (Allemagne, Espagne, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche et Portugal). **Accountancy Europe** a mis à jour sa présentation sur la transposition en ajoutant des détails d'autres pays ([lien](#)).

Accountancy Europe travaille sur l'analyse des exigences de formation pour les auditeurs dérivées de la CSRD, et nous espérons disposer d'informations concrètes prochainement.

Quant à certaines publications dans d'autres pays européens, il convient de mentionner les suivants (les documents sont en version originale) :

- **France** : la loi 2025-391, du 30 avril 2025, connue comme « Loi DDADUE », a été publiée au Journal officiel N° 0103 du 2 mai 2025. Elle modifie notamment les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'auditeur des comptes dans plusieurs sociétés d'audit, ainsi que les dates d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la publication et à la certification des informations en matière de durabilité pour certaines entités ([lien](#)).
- **Italie** : CNDCE : durabilité, gouvernance et financement des entreprises : impact de l'ESG, notamment au sein des PME. Évolution des scénarios, continuité de l'entreprise, nouvelles opportunités, création de valeur : au-delà de l'application de la norme ([lien](#)).

Obligations vertes

Ce [lien](#) renvoie aux informations concernant les progrès d'ESMA en matière de supervision et normes applicables aux vérificateurs. La dernière information publiée par ESMA comprend la liste de compagnies qui remplissent les conditions de registre. Quant à la consultation sur les [normes applicables aux réviseurs externes](#), le délai des commentaires est fixé au 30 mai.

Rapport de la Commission des affaires juridiques du Parlement européen sur le rapport de la concurrence en 2024.

La procédure [2024/2079\(INI\)](#) sur le **rapport de la concurrence 2024** est considéré comme terminé, même s'il n'a pas été publié au DOUE. Le texte final sur lequel est mentionné l'audit est le suivant :

36. Constate avec inquiétude le degré élevé de concentration des marchés dans le secteur financier européen, ainsi que sa dépendance excessive et persistante à l'égard d'un nombre restreint de prestataires de services de pays tiers ; constate que les trois plus grandes agences de notation de crédit détiennent toujours plus de 90 % du marché ; s'inquiète de la forte concentration qui persiste sur le marché de l'audit des entités d'intérêt public (EIP), où quatre cabinets détiennent la grande majorité des recettes de l'Union pour les audits d'EIP, ce qui limite le choix et risque d'entraîner une prise de contrôle de la part des autorités de surveillance ; invite la Commission à présenter une analyse d'impact sur les options permettant de répondre à ces préoccupations ; demande instamment à la Commission d'évaluer soigneusement les appels d'offres publics concernant l'expertise des acteurs du marché de l'audit afin d'éviter de potentiels conflits d'intérêts ; [lien](#).

L'autre initiative qui peut affecter l'audit, définition de **Small mid caps** est prévue pour le 21 mai, comme l'a indiqué Stéphane Séjourné, commissaire européen chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle, lors de sa comparution devant l'IMCO.

Nouveautés dans d'autres pays

Outre celles mentionnées concernant la CSRD, nous avons été informés des nouveautés suivantes en :

- Italie

- **ASSIREVI** L'evoluzione della governance dei rischi di information technology - Modelli di governo da considerare per un'efficace gestione dei rischi legati alla tecnologia ([lien](#)).

- Allemagne

- **IDW** classe l'avant-projet de l'accord de coalition sous l'angle de l'audit ([lien](#)).

- Pays-Bas

- **NBA** : la NBA analyse la plainte pour fraude et continuité dans les rapports d'audit de 2023 ([lien](#)).
- **NBA** : le ministre analyse les pouvoirs de la NBA après la reddition des comptes pour la fraude lors des examens. Le ministre Heinen partagera avec la Chambre des représentants, les résultats de l'enquête sur l'efficacité du

système de régulation professionnelle. Il maintient la Chambre informée des progrès de l'enquête ([lien](#)).

- Royaume-Uni

- **FRC** : perspectives 2024/25 sur les rapports numériques structurés ([lien](#)).
- **ICAEW** Budget vert : favoriser la croissance durable grâce à la planification intelligente. L'ICAEW combine son expérience au sein du secteur public et la durabilité pour évaluer le rôle joué par le « budget vert » dans l'obtention de la prospérité économique et environnementale ([lien](#)).

- USA

- L'Investor Advisory Group de PCAOB demande des exemples de questions clés d'audit ([lien](#)).
- Le PCAOB met à disposition de nouvelles séries de données à télécharger qui englobent les découvertes des inspections du PCAOB extraites des rapports d'inspection des signatures d'audit ([lien](#)).
- **AICPA** réalise le suivi des modifications proposées pour la supervision des auditeurs ([lien](#)).

Autres nouveautés en matière d'audit

- **IFAC** :
 - The State of Play in Sustainability Assurance ([lien](#)).
 - [2024 Financial Statements](#).
- **IAASB** :
 - [Consultation sur les modifications à portée limitée](#) à ses normes pour maintenir l'interopérabilité entre les normes de l'IAASB et le code d'éthique de l'IESBA, après la révision de celui-ci sur l'utilisation du travail des experts.
 - [Document de questions et réponses \(FAQ\)](#) pour favoriser la mise en œuvre de la [NIA 570 \(Révisée 2024\)](#), [Continuité de l'exploitation](#).
 - Annonce du retrait de la NIEA 3410 Missions d'assurance sur les déclarations des gaz à effet de serre ([lien](#)).
- **IESBA** : [Document de questions et réponses \(Q&A\)](#) pour favoriser l'adoption des modifications du Code d'éthique de l'IESBA relatif à la [planification fiscale et les services associés](#).
- **The CAQ** :
 - [The role of auditors in climate-related information](#).

- [Updated Research Exploring Key Trends in Accounting Career Pipeline.](#)

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de durabilité

ESRS – Normes européennes de reporting de durabilité

EFRAG a communiqué à la Commission son calendrier pour la révision des ESRS, qui est [le suivant](#) :

- Une première analyse sera réalisée entre les mois d'avril et mai, et des informations de différents *stakeholders* seront compilées.
- L'avant-projet sera préparé entre mai et juillet, puis approuvé pour sa publication en août. La demande de commentaires aura un délai de réponse de 30-45 jours en raison du court laps de temps alloué par la Commission européenne.
- L'analyse des réponses et leur envoi à la CM devrait avoir lieu entre septembre et fin octobre.

Pour sa part, **Accountancy Europe** a envoyé sa [réponse à la consultation](#) d'**EFRAG** sur la modification de ces normes. Nous avons été informés de la réception de 800 réponses.

Taxonomie

La CE a reçu 330 lettres de commentaires, en réponse à la proposition de modification des [actes délégués](#) qui régissent la taxonomie.

Omnibus 1 – Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Il est prévu que ce dossier soit traité rapidement. Le comité environnement du Parlement européen a approuvé son [rapport](#) qui sera transféré très prochainement à la séance plénière.

Sustainable Finance disclosure

La Commission européenne a lancé une demande d'informations sur une éventuelle révision des normes européennes [sur la divulgation des informations relatives aux finances durables \(sustainable finance disclosures\)](#) visant à simplifier le cadre réglementaire, améliorer son utilisation et lutter contre le blanchiment écologique. La consultation sera ouverte jusqu'au 30 mai.

ISSB – Conseil de normes internationales en matière de durabilité

L'[#ISSB](#) a publié un avant-projet qui propose des modifications limitées à l'IFRS S2 Informations à fournir en lien avec les changements climatiques -*Climate-related Disclosures*. La consultation sera ouverte jusqu'au 27 juin ([lien](#)).

Dans le domaine des informations financières

- **FASB** propose un guide sur la comptabilisation des échanges de dette ([lien](#)).
- **EFRAG** présente à la Commission européenne son avis concernant l'adoption de l'*IFRS 18 - Presentation and Disclosure in Financial Statements* ([lien](#)).

AUTRES SUJETS

Accountancy Europe a répondu à la consultation de la Commission européenne sur le budget à long terme de l'UE, en se centrant sur le financement du marché unique, la coopération entre les autorités nationales et le financement des aspects liés aux informations corporatives et à l'assurance. D'autres sujets ont également été abordés, comme le besoin de favoriser le commerce transfrontalier, de protéger les frontières douanières et de lutter contre la fraude fiscale transfrontalière, et la TVA ([lien](#)).

Nouveautés de dernière minute .

- Proposition d'un acte délégué sur les ESRS destiné aux entreprises de la première vague de la CSRD (divulguée LinkedIn).

- Omnibus IV définition de *Small-mid caps* et mesures pour assimiler certaines obligations de ces entreprises et PME ([lien](#)).
- Stratégie sur le marché unique 2025 ([lien](#)).
- Rapport final sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières approuvé lors de la séance plénière du Parlement du 22 mai ([lien](#)).

AUTRES SUJETS

Présence internationale de l'ICJCE

- **Accountancy Europe** a assisté cette semaine à une réunion de cet organe, qui a abordé, entre autres sujets, la stratégie d'AcE vis-à-vis de la proposition de directive Omnibus qui modifie la CSRD et la CS3D.
- Nous avons assisté à une réunion du forum de coordination des membres d'**Accountancy Europe** pour débattre et accorder la stratégie à suivre sur les sujets qui affectent la profession.
- Nous avons assisté à une réunion du Sounding Board de **Business Europe** au cours de laquelle les futures actions du groupe et l'agenda de l'IASB ont été révisés.

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es



